JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

**DECRET N°2025-0339/PT-RM DU 13 MAI 2025 PORTANT
DISSOLUTION DES PARTIS POLITIQUES ET DES
ORGANISATIONS A CARACTERE POLITIQUE EN
REPUBLIQUE DU MALI**

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

**DECRET N°2025-0339/PT-RM DU 13 MAI 2025
PORTANT DISSOLUTION DES PARTIS POLITIQUES
ET DES ORGANISATIONS A CARACTERE
POLITIQUE EN REPUBLIQUE DU MALI**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°66-6/AN-RM du 02 mars 1966, modifiée, portant réglementation des assignations à résidence, des mesures d'éloignement et d'expulsion ;

Vu la Loi n°04-038 du 05 août 2004, modifiée, relative aux associations ;

Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationale ;

Vu la Loi n°2012-006 du 23 janvier 2012, modifiée, portant principes fondamentaux de l'organisation administrative du territoire ;

Vu la Loi n°2025-005 du 13 mai 2025 portant abrogation de la Loi n°05-047 du 18 août 2005 portant Charte des partis politiques et de la Loi n°2015-007 du 04 mars 2015 portant Statut de l'Opposition politique ;

Vu l'Ordonnance n°36/PCG du 28 mars 1959 portant loi sur la liberté de réunion ;

Vu le Décret n°2024-0657/PT-RM du 21 novembre 2024 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2024-0658/PT-RM du 21 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu les résultats de la consultation des Forces vives de la Nation dans les Régions et dans le District de Bamako et les Maliens établis à l'Extérieur, les 16 et 17 avril 2025 ;

Vu les résultats de la consultation des Forces vives de la Nation et des Maliens établis à l'Extérieur lors de la phase nationale, tenue à Bamako, les 28 et 29 avril 2025,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Les partis politiques et les organisations à caractère politique sont dissouts sur toute l'étendue du territoire national.

Toutefois, les personnes en exercice dans les Institutions politiques et administratives de l'Etat, en vertu d'une désignation de partis politiques ou d'organisations à caractère politique, peuvent poursuivre leur mission, sans pouvoir se réclamer de leur qualité de représentants de partis politiques ou d'organisations à caractère politique.

Article 2 : En vertu du présent décret, il est prescrit notamment :

- l'interdiction de toute réunion des membres des partis politiques et des organisations à caractère politique dissouts;
- l'interdiction à toute personne de favoriser la réunion des membres d'un parti politique dissout, notamment en consentant l'usage d'un local dont elle dispose ou la mise à disposition de tout autre moyen à but politique ;
- l'interdiction de toute activité comme fondateur, président, directeur ou administrateur des organisations dissoutes ;
- d'une manière générale, l'interdiction de toute autre activité politique ou à caractère politique de la part des organisations dissoutes.

Article 3 : Toute violation des dispositions du présent décret expose les auteurs et complices aux sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent décret abroge le Décret n°2025-0318/PT-RM du 07 mai 2025 portant suspension des activités des partis politiques.

Article 5 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 13 mai 2025

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Général d'Armée Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Général de Division Abdoulaye MAIGA**

**Le ministre de l'Administration
territoriale et de la Décentralisation,
Général de Division Abdoulaye MAIGA**

**Le ministre de la Défense et des anciens
Combattants,
Général de Corps d'Armée Sadio CAMARA**

**Le ministre de la Justice et des Droits
de l'Homme, Garde des Sceaux,
Mamoudou KASSOGUE**

**Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile,
Général de Division Daoud Aly MOHAMMEDINE**

**Le ministre délégué auprès du Premier
ministre, chargé des Réformes
politiques et du Soutien au Processus
électoral,
Mamani NASSIRE**